

Le monde a tiré une leçon des événements des cinq dernières années : la sécurité ne peut être isolée, d'importants liens existant entre la stabilité politique et la stabilité sociale et économique et ce, à tous les niveaux - local, national, régional et mondial.

Le débat porte actuellement sur ce qui doit primer : le développement économique ou le développement de la démocratie et de ses institutions. Des arguments convaincants ont été avancés des deux côtés, selon la région ou le pays en cause.

Mais ce débat passe à côté de l'essentiel, la situation n'étant pas réellement dichotomique. On peut se perdre dans les notions de philosophie, d'économie et de science politique et ne pas tenir compte du fait qu'un dénominateur commun se trouve à la base de tous les arguments égotiques - le bien-être et la prospérité de l'individu.

En d'autres mots, le développement social et économique doit se faire parallèlement au développement politique. Cette évolution, en plus d'être rapide, contribue à leur renforcement mutuel.

La Thaïlande en est un exemple remarquable. Comme dans bien d'autres pays, nous avons été consternés par les événements tragiques de mai dernier. Mais, en septembre, à peine quatre mois plus tard, vous aviez élu un gouvernement qui croit fermement dans les valeurs démocratiques et les normes universelles des droits de la personne.

De plus, une des premières initiatives de ce gouvernement a été d'instaurer de nouveaux programmes économiques et sociaux pour répondre aux besoins des pauvres et des défavorisés.

Dans un monde qui dépend de plus en plus des connaissances, un pays ne peut se permettre de gaspiller l'énergie et les compétences d'un seul de ses citoyens. En fait, dans un monde plus en plus interdépendant, cette affirmation s'applique au-delà des frontières nationales.

J'arrive de Vancouver, en Colombie-Britannique, où j'ai assisté à l'historique rencontre au sommet entre les présidents Clinton et Eltsine. La question suivante a été à la base d'une bonne partie des discussions : comment le monde peut-il empêcher la désintégration politique de l'un des plus grands pays de la planète et contrer les conséquences sociales et économiques d'un tel événement pour nous tous?

Les problèmes de la Russie ne se limitent pas simplement à cet État. Tous les pays subirait les conséquences d'un retour au règne de la force plutôt que de la force de la loi. L'hiver